

Dans votre revue de presse de cette semaine...

L'enseignement professionnel a été à l'honneur de la première université « École – Entreprise » qui s'est tenue à Poitiers, les 7 et 8 octobre. L'occasion pour le ministre de l'ÉN de désigner la voie professionnelle comme sa nouvelle priorité, toujours dans la lignée de son processus de « transformation » engagée en 2018, et de réaffirmer ses axes de partenariats entre les établissements et les entreprises... A suivre... Alors qu'un hommage à Samuel Paty s'organise le 15 octobre, le monde enseignant est de nouveau ébranlé par un nouvel acte de violence dont une collègue d'un LP de Combs-la-ville a été victime en fin de semaine dernière. Octobre 2018, une collègue braquée dans sa classe à Créteil ; octobre 2019, un élève poignardé aux Lilas... Le SNETAA-FO est toujours à vos côtés pour lutter contre toutes les formes d'atteinte à l'intégrité physique et morale des personnels scolaires. Ensemble stoppons ce cycle infernal de violences à l'Ecole, pour assurer des conditions d'enseignement dignes et sereines pour les enseignants comme pour nos élèves !

➤ AEF /

Article 1 : Le MEN ouvre des jeux de données permettant d'affiner localement l'offre de formations, 08/10/21 p.2

Article 2 : ...les pistes de JM Blanquer pour rapprocher école et entreprise, 07/10/21..... p.2

Article 3 : Le MEN crée une indemnité de 1 200 € annuels pour les enseignants et CPE stagiaires, 07/10/21 p.3

➤ MARIANNE /

Article 4 : Avant la présidentielle, Blanquer veut miser sur l'enseignement pro., 08/10/21 p.3

➤ TOUTEDUC /

Article 5 : "Contractuels alternants" : comment les INSPE vont gérer la transition..., 05/10/21 p.4

Article 6 : PLF 2022 : des ambitions pour le 2nd degré public (EN), 10/10/21..... p.5

➤ LE CAFE PEDAGOGIQUE /

Article 7 : J. Castex lance de nouveaux Territoires numériques éducatifs, 11/10/21 p.5

Article 8 : Un mini programme pour la mixité de genre dans les filières, 07/10/21..... p.5

Article 9 : Les établissements invités à commémorer l'assassinat de S. Paty le 15 octobre, 08/10/21... p.5

➤ ACTU TOULOUSE /

Article 10 : Humiliations, intimidations... Les profs de ce lycée dénoncent un management "à la France Télécom", 06/10/21..... p.6

➤ BFMTV /

Article 11 : Seine-et-Marne: une enseignante violemment bousculée par un élève dans un lycée de Combs-la-Ville, 11/10/21, 11/10/21 p.6

➤ LE TELEGRAMME /

Article 12 : Notre enquête sur le malaise des enseignants, 08/10/21 p.6

➤ FRANCE INFO /

Article 13 : Nouvelle-Calédonie : les élèves feront leur rentrée à partir du 12 octobre, 04/10/21 p.6

➤ CEREQ /

Bref n°413, Les jeunes en situation de NEET : le rôle des compétences de base, 10/21 p.6

➤ INJEP /

Etudes et recherches n°50, Dégradation des conditions de vie et de logement des 18-24 ans, 09/21.. p.7



Article 1 : Le MEN ouvre des jeux de données permettant d'affiner localement l'offre de formations, 08/10/21

Afin de faire évoluer localement l'offre de formation, le MEN met en ligne, le 7 octobre 2021, des jeux de données consacrées à la voie professionnelle. Ces indications portent sur le taux de pression et d'emploi pour les diplômés, la réussite aux examens, les effectifs... Croisées entre elles, elles sont présentées par le Dgesco Édouard Geffray comme "une aide à la décision". Il voit là un "outil" permettant de "travailler, diplôme par diplôme, sur la carte de formation" ainsi que l'orientation. Une démarche saluée Jean-Louis Nembrini (Région Nouvelle-Aquitaine) et **Pascal Vivier (Snetaa-FO)**. (...)

Pour Pascal Vivier, secrétaire général du Snetaa-FO, ce "nouvel outil est une bonne base". Ce sont toutefois "des données techniques", ajoute Pascal Vivier, qui "craint que ça ne soit pas une aide supplémentaire pour l'orientation des familles et des jeunes".

La collaboration entre impulsion nationale et situation locale

Les élèves de la voie professionnelle "sont peu mobiles", pointe Pascal Vivier, soulignant l'importance de "l'adéquation entre emploi, région, entreprise et carte de formation". Selon lui, cette "adéquation" n'est cependant "pas parfaite". Aussi, il met en garde "sur la gouvernance, encore nationale, de la formation professionnelle".

Article 2 : Guichet unique, stages enseignants, partenariats : les pistes de JM Blanquer pour rapprocher école et entreprise, 07/10/21

Pour établir des "relations durables entre les écoles et les entreprises", JM Blanquer a abordé, le 7 octobre 2021 lors de l'université "école entreprise", les enjeux liés à la voie professionnelle, la formation, l'orientation... "Un guichet unique dans chaque rectorat" sera créé pour faciliter les échanges entre l'EN et les acteurs économiques, indique le ministre. **Il veut que les LP développent des "partenariats avec des entreprises" et les professeurs y fassent "une immersion" tous les 5 ans.** Il évoque une nouvelle plateforme pour l'orientation avec "une approche par compétences".

"Il est évident qu'il faut que nos élèves connaissent le monde de l'entreprise", assure JM Blanquer le 7 octobre 2021, à l'occasion de la 1^{re} université "école entreprise", organisée par le MEN. Cette manifestation, dont l'organisation a été retardée en raison de la crise sanitaire, réunit pendant deux jours à Poitiers les "principaux acteurs du monde économique, de l'EN et des territoires", rappelle la rue de Grenelle.

Elle doit permettre d'établir des "relations durables entre l'école et les entreprises". Il n'est plus question de dire que l'enjeu est de "dépasser de vieux antagonismes" mais "de construire" les liens entre ces deux univers, d'être "pragmatiques" : "Allons vers des choses concrètes", insiste le ministre.

La voie professionnelle et l'apprentissage présentés de "manière égale"

"La voie professionnelle est au cœur de cette relation école/entreprise", souligne JM Blanquer, rappelant l'enjeu de la réforme conçue pour qu'elle "soit **plus attractive et gagner en prestige**. Désormais, "la voie professionnelle et l'apprentissage sont présentés de manière égale", assure le ministre, LP et CFA "sont souvent complémentaires". **Il souhaite faire passer de 1 à 2 apprentis sur 10 dans les LP**, ce qui implique **des diplômés de l'EN "plus réactifs, plus souples"**. Il souligne également l'importance des "passerelles" dans la perspective de la poursuite d'études. (...)

Un "guichet unique" pour les entreprises dans chaque rectorat

"Il faut renforcer les liens entre nos deux univers", insiste le ministre à l'adresse des chefs d'entreprise. Pour ce faire, il annonce la création d'un "guichet unique dans chaque rectorat de France. Chaque entreprise aura un interlocuteur", poursuit-il. Il propose, par ailleurs, que les LP développent "plusieurs partenariats avec des entreprises". L'objectif : permettre à chaque professeur de LP d'avoir une "immersion en entreprise tous les 5 ans". (...)

Une "logique d' alumni" entre les générations d' élèves

Le ministre veut "renforcer les liens entre les élèves et les anciens élèves", dans un souci de "transmission des savoirs et des pratiques". Il évoque une "logique d' alumni (anciens élèves), notamment dans les LP et les campus [des métiers et des qualifications]". Ceci doit contribuer à "favoriser les stages". En attendant, "nous venons de lancer l' opération 1 jeune, 1 mentorat", rappelle-t-il, mettant en avant une "logique de compagnonnage". (...)

- ➔ **A lire aussi :** *Les Echos*, « Comment JM Blanquer veut rapprocher les écoles des entreprises », 07/10/21 ; *BFMTV*, « Le ministre de l' Education pour un rapprochement entre l' école et l' entreprise », 06/10/21 ; *Europe 1*, « JM Blanquer veut initier les collégiens au monde de l' entreprise », 08/10/21

Article 3 : Le MEN crée une indemnité de 1 200 euros annuels pour les enseignants et CPE stagiaires, 07/10/21

Un projet de décret, qui sera examiné lors du CTMEN le 13 octobre 2021, crée une indemnité – **versée mensuellement** – allouée à **certains personnels stagiaires (professeurs des écoles, professeurs certifiés, professeurs d' EPS, PLP, CPE)**. Un arrêté fixe le montant à 1 200 € annuels. Le texte explique que cela s' inscrit "dans le cadre de la réforme des modalités de recrutement et de la formation statutaire de ces personnels entrant en vigueur à compter de la session 2022 des concours de recrutement, soit une nomination en qualité de fonctionnaires stagiaires à compter du 1er septembre 2022".

Contacté par AEF info, le ministère précise que "**la création de cette indemnité vise à prendre en compte le changement de configuration de l' année de stage pour les lauréats des concours issus du master MEEF**. En effet ceux-ci auront **dès l' année de stage un service à temps plein et bénéficieront d' une prime de 1 200 €**, et leurs responsabilités ascendantes seront ainsi reconnues". Et de préciser que "les lauréats non issus du master MEEF se verront appliquer la prime mais au prorata de leur temps de service (soit 600 € contre 1 200 €)".

Les professeurs agrégés et les PsyEN ne sont pas concernés par cette indemnité dans l' écriture actuelle du projet de décret. **Les AED et contractuels MEEF pourront bénéficier de la prime d' entrée dans le métier.**

Un autre projet de décret examiné lors de ce CTMEN permet aux AED et aux lauréats des concours ex-contractuels alternants) de bénéficier de la prime d' entrée dans le métier. Le texte en vigueur actuellement n' autorise pas tous ceux qui ont déjà exercé des fonctions d' enseignement à bénéficier de la prime. (...)



Article 4 : Avant la présidentielle, Blanquer veut miser sur l' enseignement professionnel, 08/10/21

À l' occasion de la première université « École-Entreprise » à Poitiers ces 7 et 8 octobre, le ministre de l' Éducation nationale a fait plusieurs annonces, dont la création d' un guichet unique pour les entreprises dans chaque rectorat.

JM Blanquer l' assure : c' est sa réforme la plus importante, après le dédoublement des classes de CP et CE1. En 2018, le ministre de l' ÉN enclenchait la transformation du LP. À quelques mois de l' élection présidentielle, le voilà qui remet l' enseignement pro au-devant de la scène avec la première université « École-Entreprise » au Palais des Congrès du Futuroscope de Poitiers ces 7 et 8 octobre. Objectif de cette manifestation qui rassemble pendant deux jours chefs d' entreprise, proviseurs, chercheurs, enseignants et élèves des filières professionnelles : améliorer les liens entre école et entreprises. Une façon aussi de mettre en avant la voie professionnelle, souvent déconsidérée. « *Nous devons renforcer les ponts entre les élèves et les entreprises*, a estimé JM Blanquer dans son discours prononcé le 7 octobre. **Un jeune qui prépare un bac pro en trois ans passe**

770 heures en entreprise ». Pour le locataire de la rue de Grenelle, pas de doute : les « *vieux antagonismes* » entre l'école et le monde de l'entreprise ont été dépassés.

Perte de savoir-faire

Mais beaucoup reste à faire de l'avis des acteurs du monde économique qui sont intervenus ce 7 octobre. « ***On ne travaille pas bien ensemble, on pourrait beaucoup mieux le faire, il y a parfois une opposition du corps professoral [à l'orientation en voie professionnelle] puis de familles qui ont tendance à penser que leur enfant sera smicard toute sa vie*** » a lancé François Asselin, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CPME), qui alerte : « *On délivre des diplômes qui ne reflètent pas le niveau des jeunes.* ». (...)



Article 5 : "Contractuels alternants" : comment les INSPE vont gérer la transition générée par la réforme de la formation, 05/10/21

La réforme de la formation des enseignants et le report du concours en fin de M2 au lieu de M1 crée une année de transition pour lesquelles tous les problèmes pratiques sont loin d'être résolus. ToutEduC les a évoqués avec le réseau des INSPE.

Concours. Les étudiants qui sont actuellement en M1 ne passeront pas le concours au printemps de cette année scolaire 2021-2022, mais au terme de l'année 2022-2023. En revanche les étudiants qui ont échoué l'an dernier (donc au printemps 2021) pourront le passer au printemps de cette année scolaire et les lauréats seront fonctionnaires stagiaires l'année prochaine. Cohabiteront donc en M2 des "contractuels alternants", qui prépareront le concours, des fonctionnaires stagiaires qui auront déjà eu le concours et des étudiants qui, par choix ou par manque de possibilités, ne seront ni alternants, ni stagiaires, mais en "pratique accompagnée".

Faute de savoir combien de places seront offertes aux concours, les INSPE ne savent pas quelles seront les proportions pour chacune de ces catégories, mais s'interrogent sur les moyens qu'ils auront pour construire des formations différenciées

Contrats. Dès cette année, les étudiants qui étaient en M1 l'an dernier et qui sont en M2 étaient supposés avoir tous un contrat d'alternant, assurant un tiers de service en responsabilité, moyennant un salaire net de 722€/mois, à moins qu'ils ne soient en "pratique accompagnée", donc dans la classe avec l'enseignant titulaire quelques heures par semaine, avec une gratification de 1 200€/an.

Normalement, tous les étudiants devaient se voir proposer un contrat. Mais dans certaines académies, le nombre de contrats était inférieur au nombre des candidats et ailleurs, un certain nombre d'étudiants n'en ont pas voulu. Le réseau des INSPE estime à 40 % le nombre des étudiants en M2 qui sont contractuels et à 60 % ceux qui sont en pratique accompagnée. Il estime que quelque 60 % des étudiants qui préparent le CRPE (1er degré), 53 % de ceux qui préparent un concours du 2nd degré et 36 % des futurs CPE ont candidaté.

Le réseau prépare une enquête pour savoir quelles raisons les avaient amenés à candidater, ou pas. Mais surtout le réseau attend de connaître les maquettes des concours. Si les étudiants estiment, au vu des épreuves, qu'ils seront mieux armés avec une expérience professionnelle, ils seront vraisemblablement plus nombreux à candidater.

Sélection. Là où le nombre des candidats était supérieur au nombre des contrats offerts, comment les académies ont-elles retenu telle candidature plutôt qu'une autre ? La DGRH du ministère a publié un vade-mecum, mais si souple que chacune a défini ses critères, sachant que l'université n'a pas le droit de leur transmettre les notes obtenues en M1. Il est vraisemblable qu'elles se sont fondées sur les rapports de stages faits en M1, ou sur des critères sociaux...

Sur le terrain. Les étudiants étaient invités à préférer, pour leur contrat, le second semestre de M1 (le S2) et le premier semestre de M2 (S3), de façon à ne pas se

retrouver en fin d'année de M2 (S4) à passer le concours tout en rédigeant leur mémoire de Master et en faisant la classe. Sauf une académie pour le 1er degré, toutes ont refusé ce schéma, proposant des contrats sur les S3 et S4, de façon à éviter qu'une école ou un établissement doive combler des départs en milieu d'année scolaire.

En règle générale, il semble que les contrats ont été placés sur des BMP (blocs de moyens provisoires), c'est à dire des postes incomplets (par exemple un collège pour lequel le nombre d'heures dans une discipline n'est pas divisible par 18 et qui a donc quelques heures non distribuées entre les enseignants titulaires). Si ces quelques heures ne sont pas affectées à un contractuel alternant, elles peuvent l'être à un contractuel ordinaire.

- ♦ **A lire aussi :** *VousNousIls*, « Master MEEF 2^{ème} année : « c'est assez compliqué » », 07/10/21 ; « Le calendrier des concours enseignants du second degré 2022 publié », 12/10/21

Article 6 : PLF 2022 : des ambitions pour le 2nd degré public (EN), 10/10/21

(...) Le "taux d'accès au diplôme de **CAP** des élèves de première année de CAP par la voie scolaire" devrait passer de 73 % à 77 %, alors que pour les **apprentis**, il devrait passer de 58,6 % à 65 %. De même le "taux d'accès au **baccalauréat** des élèves de seconde professionnelle par la voie scolaire" devrait passer de 67 % à 74 % tandis que pour les apprentis, il était de 41,4 % en 2019 et que le "bleu" ne donne pas de prévisions sur les deux années à venir. (...)

Pour l'**enseignement professionnel** sous statut scolaire, sont prévus 4,5 Mds€ (4 565 154 665) auxquels devraient s'ajouter 10 000 € de fdc et adp.

Pour l'**apprentissage**, sont prévus 7,2 M€ (7 216 142), pour les BTS et CPGE, sont prévus 2,2 Mds€ (2 195 732 233). (...)



Article 7 : J. Castex lance de nouveaux Territoires numériques éducatifs, 11/10/21

C'est "une stratégie globale permettant de prendre un véritable virage numérique" qu'a annoncé Jean Castex à Chasseneuil-du-Poitou le 8 octobre. 172 millions, sur trois ans, seront consacrés à 10 nouveaux Territoires Numériques Educatifs (TNE). 77 millions iront à des programmes de recherche et 100 millions à l'adaptation numérique du supérieur. Des annonces qui arrivent tardivement dans le quinquennat. (...)

Article 8 : Un mini programme pour la mixité de genre dans les filières, 07/10/21

Le ministère de l'EN a dévoilé le 6 octobre un "plan d'actions en faveur de la mixité filles / garçons". "L'objectif est d'atteindre dans tous les enseignements de spécialités d'ici 5 ans un taux de 30% minimum de mixité". (...) **cette politique de mixité des genres ne concerne que le lycée générale et technologique alors que le clivage est encore plus fort dans les filières de l'enseignement professionnel** : 0.5% de filles parmi les 2000 élèves du CAP génie climatique, 96% de filles dans les 5000 élèves du cap travail social, 3% de filles parmi les 22 000 bac pro mécanique électricité, 3% parmi les 24 000 mécanique auto, 90% parmi les 65 000 sanitaires sociaux etc.

Article 9 : Les établissements invités à commémorer l'assassinat de Samuel Paty le 15 octobre, 08/10/21

Dans un courrier envoyé aux recteurs le 6 octobre, JM Blanquer "souhaite que dans chaque école et chaque établissement scolaire, **un hommage soit rendu à Samuel Paty à la fois par les personnels et les élèves**. Les écoles et établissements pourront organiser un temps de recueillement en mémoire de S Paty et consacrer une heure de cours du vendredi 15 octobre à un temps d'échange dont le contenu sera laissé au choix des équipes... (...)

actuToulouse

Article 10 : Humiliations, intimidations... Les profs de ce lycée dénoncent un management "à la France Télécom", 06/10/21

Ils tirent la sonnette d'alarme face à une situation d'urgence. Depuis lundi 4 octobre 2021, plusieurs dizaines de professeurs du **lycée Saint-Exupéry de Blagnac** (Haute-Garonne), près de Toulouse, font valoir leur droit de retrait pour dénoncer le climat délétère qui règne dans l'établissement scolaire. Le mouvement se poursuit ce mercredi 6 octobre et ce, jusqu'à nouvel ordre. (...)

"Ceux qui souffrent le plus sont les personnels de la section d'enseignement professionnel. Leur service a été complètement transformé. Ce sont eux qui portent l'impulsion du mouvement". (...)



Article 11 : Seine-et-Marne: une enseignante violemment bousculée par un élève dans un lycée de Combs-la-Ville, 11/10/21

Vendredi, au LP Jacques-Prévert de Combs-la-Ville, en Seine-et-Marne, un élève a provoqué la chute violente de son enseignante. L'enseignante et le proviseur ont décidé de porter plainte. Ce lundi, les syndicats réclament des sanctions lourdes contre l'agresseur et l'élève ayant filmé la scène. (...)

Pascal Vivier s'exprime sur les violences dans les LP.

Le Télégramme



Article 12 : Notre enquête sur le malaise des enseignants, 08/10/21

Le malaise des enseignants entraîne de plus en plus d'entre eux à démissionner. Nous avons recueilli des témoignages forts qui montrent une profession au bord de la crise de nerfs...

Comment vont les enseignants bretons ? Mal, à écouter les syndicats, qui ont tiré la sonnette d'alarme sur les démissions anormalement élevées constatées en cette rentrée 2021, en Ile-et-Vilaine notamment. 24 départs, dont 6 démissions sèches, cela peut paraître dérisoire. Mais ces cas, plus visibles, ne seraient que l'arbre qui cache la forêt. Pour un prof qui démissionne, il y en aurait dix autres qui rêveraient de le faire. **La désillusion serait d'autant plus grande chez ces reconvertis du privé, venus chercher un second souffle dans l'ÉN.** (...)

franceinfo:

Article 13 : Confinement Nouvelle-Calédonie : les élèves feront leur rentrée à partir du 12 octobre, 04/10/21

Un nouveau calendrier de la rentrée a été présenté ce lundi 4 octobre par le gouvernement et le vice-rectorat. Il prévoit une **rentrée échelonnée dès le 12 octobre pour collégiens et lycéens**, et dès le 18 octobre pour les élèves de primaire et de maternelle. (...)



Bref n°413, Les jeunes en situation de NEET : le rôle des compétences de base, octobre 2021

Enjeu prioritaire des politiques publiques nationales et européennes, les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation connaissent un risque d'exclusion plus ou moins marqué selon les pays. Si le niveau d'éducation joue un rôle central dans ces situations, l'approche par les compétences de base permet d'affiner la focale. **Les données internationales montrent en**

effet qu'un même niveau de diplôme ne certifie pas partout le même niveau de compétences.

Comment s'expliquent ces écarts ? Dans quelle mesure ces compétences protègent-elles des situations de NEET indépendamment du diplôme ? (...)



Etudes et recherches n°50, Crise du covid-19 : Dégradation des conditions de vie et de logement des 18-24 ans, septembre 2021

Les jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans ont largement été touchés par la crise sanitaire liée au Covid-19, de leur expérience de l'emploi à la question du travail domestique, en passant par leurs conditions de logement. Ce sont les jeunes des classes les moins favorisées, les femmes et les jeunes en emploi qui ont été les plus touchés par les effets de la crise : **près de la moitié des 18-24 ans en emploi ont déclaré avoir été totalement ou en partie en chômage partiel à cette période**. Du côté des étudiants, on observe à la fois un retour chez les parents et une diminution des ressources liées à l'activité rémunérée en complément des études. **La crise sanitaire souligne l'hétérogénéité des conditions de vie de la jeunesse et exacerbe les inégalités entre les jeunes d'une même classe d'âge.** (...)

Libération, « Un an après l'attentat, les anciens collègues de Samuel Paty se confient », 12/10/21

